

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

STUDIA CONSEIL

Société par actions simplifiée au capital social de 25 000 €
ayant son siège social 14 boulevard Pythagore à Vitrolles (13)
790 194 856 RCS Salon-de-Provence
(la « Société »)

**Avis des administrateurs judiciaires de STUDIA CONSEIL aux parties affectées par le projet de plan de redressement
(Article R. 626-55 du Code de commerce)**

Par jugement du 9 juillet 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a décidé de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la Société (le « **Jugement d'ouverture** »), et a notamment désigné :

- la SCP CBF ASSOCIES, prise en la personne de Maître Lou Fléhard, dont le domicile professionnel est sis au 41 rue de Liège à Paris (8^{ème}), et
- la SELAS BL & ASSOCIES, prise en la personne de Maître Manuel Bouyer, dont le domicile professionnel est sis au 3 bis rue des archives à Créteil (94),

en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission d'assistance (les « **Administrateurs Judiciaires** »).

Une copie de la présente lettre, vous sera également adressée par lettre recommandée avec avis de réception et/ou par courriel à l'adresse électronique que vous avez communiquée à l'occasion de la déclaration de votre créance ou, à défaut, à l'adresse électronique habituellement utilisée dans les échanges avec la Société.

1. Rappel du contexte

Le groupe STUDIA est spécialisé dans le développement et la commercialisation de solutions informatiques et de prestations visant à digitaliser et organiser les données du client.

Il exerce, plus particulièrement, dans le domaine du management de contenus numériques et dans l'ingénierie documentaire en environnement complexe, au travers de 4 *business units* représentées par les filiales opérationnelles du groupe STUDIA, que sont :

- STUDIA SAS : holding opérationnelle ;
- STUDIA CONSEIL : conseil et audit en gestion documentaire ;
- STUDIA DIGITAL : édition et intégration de solutions logicielles de gestion de data, des processus, et des connaissances métiers dans le cadre de projets de transformation digitale des organismes publics ;
- STUDIA INGENIERIE : ingénierie de l'information documentaire, de process industriel et fonctionnel ;
- STUDIA SOLUTIONS : dématérialisation de documents ainsi que traitement archivistique (ensemble le « **Groupe STUDIA** »).

La société GENVALUE PARTNERS est la société mère.

Le Groupe STUDIA a subi une perte d'activité pendant la crise sanitaire. Il a notamment dû :

- Faire face à un accroissement de la compétition résultant en l'absence de renouvellement de quelques contrats pluriannuels ;
- Supporter la suspension des projets de ses clients évoluant sur le secteur du nucléaire et de l'aéronautique ; et
- Procéder à des licenciements pendant cette période, mais éprouve depuis des difficultés à recruter de nouveaux profils compétents et donc à retrouver son niveau de chiffre d'affaires historique.

La Société prépare donc actuellement, avec notre assistance, un projet de plan de redressement, afin d'apurer son passif selon des modalités qui ont été définies en fonction de l'évolution de son activité au cours des derniers mois et des projections transmises.

2. Rappel du dispositif des classes de parties affectées

Pour rappel, par avis du 4 avril 2025 inséré au bulletin des annonces légales obligatoires, et paru au sein d'un journal habilité à publier des annonces judiciaires et légales, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, nous avons avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de redressement et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce (avis n°1).

Ainsi et par la présente, nous vous informons des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle vous appartenez, conformément aux articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce (avis n°2).

Il est précisé que le projet de plan de redressement vous sera communiqué ultérieurement, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. Vous serez également informés de la nécessité de vous prononcer sur ce projet de plan ainsi que sur les modalités de règlement des créances qui y sont proposées.

Il est précisé que, au sein d'une classe, conformément à l'article L. 626-30-2 alinéa 7 du code de commerce, le vote sur l'adoption du projet de plan de redressement pourra être remplacé par un accord ayant recueilli, après consultation de ses membres l'approbation des deux tiers des voix détenues par ceux-ci.

En l'absence d'un tel accord, s'agissant des modalités de déroulement de vote, en application des dispositions de l'article R. 626-20 du Code de commerce, seront admis des votes individuels.

Les dates de vote ainsi que les convocations correspondantes vous seront communiquées ultérieurement.

3. Modalités de répartition en classes, critères retenus pour la composition des classes de parties affectées et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient aux Administrateurs Judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante en respectant les conditions suivantes :

- les créanciers titulaires de sûretés réelles portant sur les biens du débiteur, pour leurs créances garanties et les autres créanciers sont répartis en classes distinctes ; et
- la répartition en classes respecte les accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure et portés à la connaissance des Administrateurs Judiciaires.

Il est précisé que nous n'avons, à date, pas reçu copie d'accord de subordination conclu avant l'ouverture de la procédure (le délai de 10 jours posé par l'article R. 626-55 alinéa 3 du Code de commerce étant expiré) dans les conditions de l'article L. 626-30, II du Code de commerce.

Les critères objectifs retenus pour constituer les classes ont notamment été :

- la nature des créances : financières, sociales et fiscales ;
- l'existence de privilèges et des sûretés ;
- la typologie des instruments de dette.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

N°	Classe de parties affectées	Membres de la classe	Critère de constitution
Créanciers privilégiés			
1	Créanciers fiscaux	Cf. Annexe	Privilège du Trésor Public Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
2	Créanciers sociaux	Cf. Annexe	Privilège de la sécurité sociale et privilège des salaires Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
Créanciers chirographaires			
3	Créanciers chirographaires	Cf. Annexe	Créanciers chirographaires
4	Créanciers groupe	Cf. Annexe	Les sociétés ayant un lien capitalistique

4. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par les Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626 -30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

La liste des créances certifiées par les Commissaires aux comptes indique, sur la base des montants fournis par la Société, le montant en principal et intérêts à la veille du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Les intérêts à échoir depuis le Jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle seront pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote.

Afin de connaître la classe à laquelle vous appartenez ainsi que le montant de la créance ou des créances retenues pour le calcul de vos droits de vote, nous vous invitons à vous référer au tableau en **Annexe**, qui présente la liste des créances classées par noms des créanciers telle qu'arrêtée par le Commissaire aux comptes de la Société.

Il est précisé que ni le montant des créances figurant en Annexe, ni l'attribution des droits de vote, ne préjuge de l'admission de votre créance à titre définitif au passif de la Société.

5. Modalités de calcul des voix

Chaque classe statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Ne seront donc pris en compte uniquement les voix détenues par les membres ayant exprimé un vote, l'absence de réponse ne vaudra pas refus.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626 -30, V du Code de commerce.

En application des articles L. 626-30-1 et R. 626-57 du Code de commerce, tout transfert de tout ou partie des créances affectées que vous détenez devra être porté à notre connaissance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et par courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Le cessionnaire desdites créances ne sera admis à exprimer un vote au sein de la classe qu'à compter de la réception (laquelle ne pourra intervenir après une date de référence qui vous sera communiquée au moment de la convocation au vote) de ladite lettre recommandée avec demande d'avis de réception par les Administrateurs Judiciaires ou de leur confirmation de réception par courriel.

Enfin, il est précisé que, conformément à l'article R. 626-58-1 : « *La qualité de partie affectée et les modalités de répartition en classes et de calcul des voix correspondant aux créances ou droits permettant d'exprimer un vote peuvent être contestées par chaque partie affectée, le débiteur, l'administrateur, le mandataire judiciaire et le ministère public. Le juge-commissaire est saisi de cette contestation par requête dans un délai de dix jours à compter de la notification prévue au premier alinéa de l'article R. 626-58, à peine d'irrecevabilité* ».

6. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Ainsi, afin de faciliter nos échanges, et si cela n'est pas encore fait, nous vous invitons à nous faire parvenir vos coordonnées électroniques, dans les meilleurs délais, par retour de courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

En tout état de cause, l'adresse électronique utilisée pour l'envoi du présent courrier sera celle utilisée pour les envois ultérieurs, sauf à ce que vous nous en communiquiez une autre aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Conformément à l'article R. 626-55 du Code de commerce, vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique.

Les Administrateurs Judiciaires de la Société :

- SCP CBF ASSOCIES (Maître Lou Flécharde)
- SELAS BL & ASSOCIES (Maître Manuel Bouyer)

Studia Conseil : répartition des droits de vote par classe de parties affectées**Classe 1 - Créanciers fiscaux**

Créance en €	% dans la classe	Créancier
604,00	0,31%	Créanciers fiscaux Studia Conseil n°035 SIE MARIGNANE
1 853,00	0,94%	Créanciers fiscaux Studia Conseil n°011 SIE MARIGNANE
50 505,00	25,72%	Créanciers fiscaux Studia Conseil n°012 SIE MARIGNANE
196 342,45	100,00%	Classe 1 - Créanciers fiscaux

Classe 2 - Créanciers sociaux

Créance en €	% dans la classe	Créancier
3 561,99	36,24%	Créanciers sociaux Studia Conseil n°009 AG2R LA MONDIALE
6 266,82	63,76%	Créanciers sociaux Studia Conseil n°010 URSSAF BOUCHES DU RHONE
9 828,81	100,00%	Classe 2 - Créanciers sociaux

Classe 3 - Créanciers chirographaires

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°004 CREDIT MUTUEL FACTORING (créance auto liquidative)
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°038 CEPAC (garantie consentie pour Studia SAS (créances n°145, 146 et 147)
581,22	0,32%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°028 RICOH FRANCE
1 430,00	0,79%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°027 APCAR
3 276,98	1,82%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°008 VERSPIEREN
3 832,10	2,13%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°033 GROUPAMA GAN VIE
8 134,00	4,52%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°013 XDEMAT
12 661,93	7,03%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°020 CLS / RHONE ALPES
52 258,82	29,01%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°006 BNP PARIBAS
97 249,26	53,99%	Créanciers chirographaires Studia Conseil n°003 CAISSE D'EPARGNE PAC
180 116,38	100,00%	Classe 3 - Créanciers chirographaires

Classe 4 - Créanciers groupe

Créance en €	% dans la classe	Créancier
16 326,68	1,72%	Créanciers groupe Studia Conseil n°023 GENVALUE PARTNERS
1 105,71	0,12%	Créanciers groupe Studia Conseil n°016 STUDIA INGENIERIE
33 122,00	3,50%	Créanciers groupe Studia Conseil n°029 STUDIA INGENIERIE
194 000,00	20,50%	Créanciers groupe Studia Conseil n°030 STUDIA DIGITAL
215 671,75	22,79%	Créanciers groupe Studia Conseil n°015 STUDIA SOLUTIONS
485 135,91	51,25%	Créanciers groupe Studia Conseil n°018 STUDIA SAS
946 536,13	100,00%	Classe 4 - Créanciers groupe